



Note régionale sur le financement climatique : Afrique subsaharienne

Charlene Watson, ODI, et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux du financement
climatique **7**

FÉVRIER 2020

L'Afrique subsaharienne est la région qui est la moins responsable en matière de changements climatiques, et la plus vulnérable quant à leurs effets. Une multitude d'acteurs travaillent à l'octroi de financements climat pour la région, tant pour appuyer son développement bas en carbone que pour l'aider à s'adapter aux sévères impacts déjà ressentis. Cette année, le Fonds vert pour le climat est devenu le plus grand fonds multilatéral pour le climat contribuant à la région, suivi du Fonds pour les pays les moins développés et le Fonds pour les technologies propres, administré par la Banque Mondiale. Pour ces fonds, les données de la Mise à jour des fonds climat indiquent que 4,7 milliards US\$ ont été approuvés pour 681 projets et programmes dans toute l'Afrique subsaharienne depuis 2003. Près de la moitié des financements en provenance de fonds climatiques multilatéraux ont été octroyés aux mesures d'adaptation. Les financements d'attribution publique continuent de jouer un rôle crucial, en particulier pour les mesures d'adaptation, afin de veiller à ce que les actions climatiques garantissent de multiples bienfaits adaptés à l'égalité des sexes pour les pays et les groupes de populations les plus vulnérables.

Les enjeux

Bien que l'Afrique subsaharienne¹ ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions annuelles de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire, elle demeure la plus exposée aux effets dangereux des changements climatiques qui sont déjà, pour certains, une réalité. Plus particulièrement, le lien entre les changements climatiques, la production alimentaire, le prix des denrées et les conditions météorologiques extrêmes qui, réunis, menacent la sécurité alimentaire, est très préoccupant. En effet, les plus fortes projections d'augmentation de populations vivant dans la pauvreté en raison du changement climatique sont attendus en Afrique, principalement en raison de l'économie du continent fortement dépendante de l'agriculture (FAO, 2016).

Les volumes actuels de financements climat destinés à l'Afrique subsaharienne ne suffiront probablement pas à répondre à ses besoins connus en matière de financements de l'adaptation, estimés par l'UNEP à 50 milliards US\$ par an jusqu'en 2050 dans un scénario optimiste de réchauffement de deux degrés centigrade (PNUE, 2015). Le soutien apporté aux populations les plus démunies - et par conséquent, les plus vulnérables - de la région, reste limité. Les investissements sont fortement freinés par le coût de transaction élevé des petits projets qui sont souvent les plus utiles dans les zones les plus pauvres. Les subventions publiques continueront de jouer un rôle crucial en permettant des bénéfices indirects des actions

climatiques sur l'environnement, le développement, la société et l'égalité entre les sexes dans la région d'être réalisés, en particulier pour les mesures visant l'adaptation.

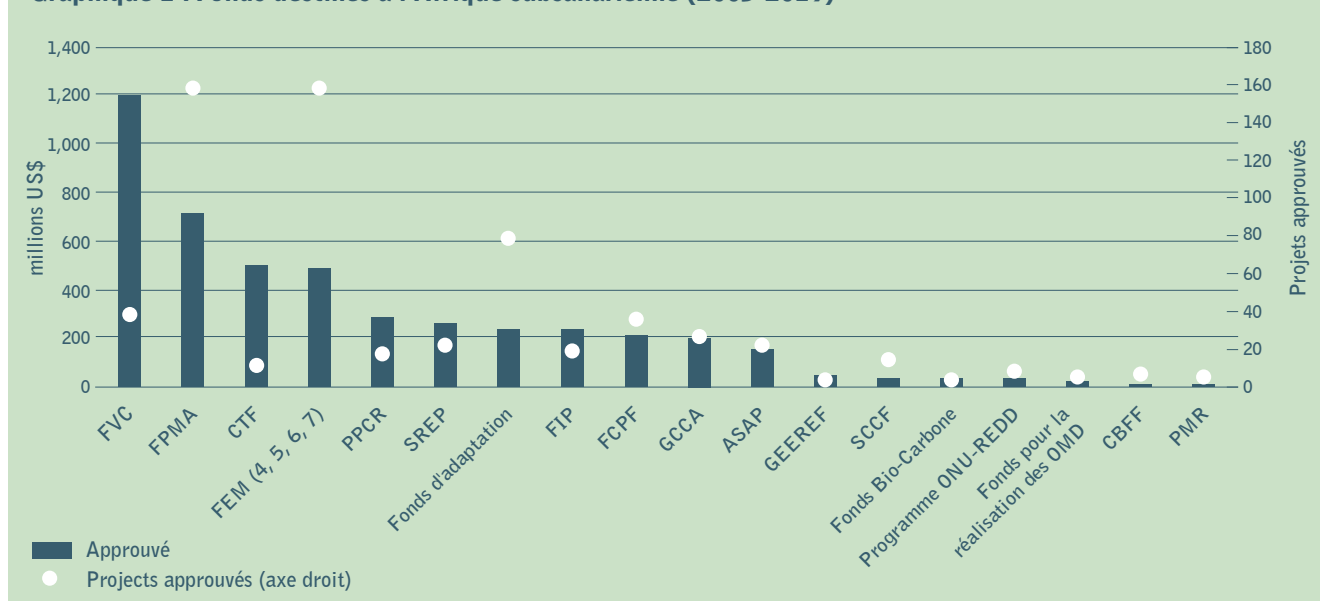
Origine des financements

Le tableau 1 et le graphique 1 présentent les fonds multilatéraux pour le climat suivis par la mise à jour des fonds pour le climat dans la région. Le Fonds vert pour le climat est très largement devenu la principale source de financement pour le climat en Afrique subsaharienne depuis l'approbation de ses premiers projets fin 2015, avec un financement de 1201 millions US\$ approuvé à ce jour pour 36 projets et 74 programmes de préparation (52 millions US\$). Le Fonds pour les pays les moins avancés, qui met en œuvre les activités d'adaptation urgentes classées par ordre de priorité par les pays les moins développés dans le cadre des programmes d'action nationaux d'adaptation, est le deuxième contributeur en importance. Il a désormais approuvé un financement sous forme de dons de 707 millions US\$ pour 156 projets. Entre temps, le Fonds pour les technologies propres a approuvé un financement total de 496 millions US\$ pour dix grands projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique en Afrique du Sud, au Nigeria et au Kenya, soulignant ainsi une nette différence dans les attributions de fonds et les stratégies d'investissement.

Tableau 1 : Fonds climat destinés à la région Afrique subsaharienne (2003-2019, millions US\$)

Fonds	Montant approuvé	Projets approuvés
Fonds vert pour le climat (FVC)	1201,2	36
Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA)	707,2	157
Fonds de technologie propre (CTF)	495,8	10
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 4, 5, 6)	483,6	157
Programme pilote de résilience climatique (PPCR)	287,2	16
Programme de renforcement des énergies renouvelables (SREP)	257,8	20
Fonds d'adaptation	238,1	77
Programme d'investissement forestier (FIP)	231,9	18
Facilité de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)	209,5	34
Alliance mondiale contre le changement climatique (GCCA)	205,8	25
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)	158,0	21
Fonds mondial pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (GEEREF)	40,5	2
Fonds spécial pour les changements climatiques (SCCF)	33,5	13
Fonds Bio-Carbone	30,0	2
Programme ONU-REDD	29,2	7
Fonds pour la réalisation des OMD	20,0	4
Fonds forestier du bassin du Congo (CBFF)	13,1	5
Partenariat pour la préparation au marché (PMR)	5,9	3

Graphique 1 : Fonds destinés à l'Afrique subsaharienne (2003-2019)



Graphique 2 : Les dix premiers pays bénéficiaires par montants approuvés (2003-2019)



Le financement climatique bilatéral est également destiné à l'Afrique subsaharienne. Ce financement climatique complète les flux de fonds multilatéraux pour le climat. Cela inclut les fonds climatiques bilatéraux de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Norvège, qui sont actifs dans la région.² Les fonds bilatéraux, cependant, ne sont pas suivis par la mise à jour des Fonds climat étant donné le manque relatif d'informations détaillées transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

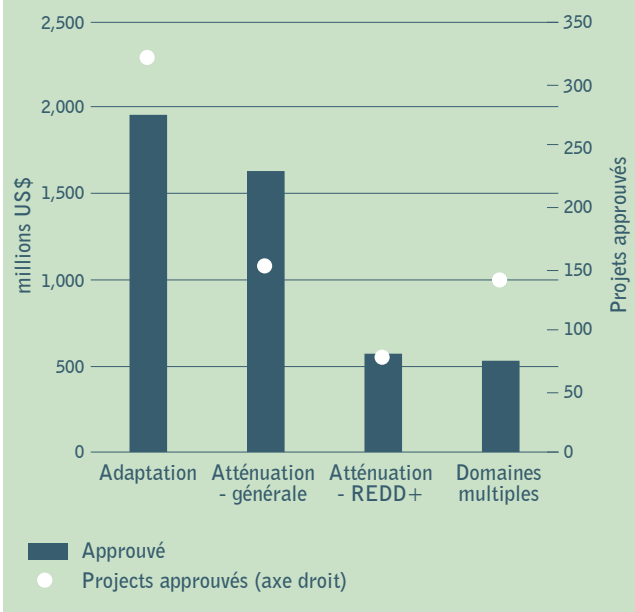
Une part importante du financement climatique pour l'Afrique subsaharienne a été affectée à l'Afrique du Sud, qui a reçu 13% des financements approuvés par les fonds multilatéraux pour le climat depuis 2003 (graphique 2). Une grande partie des fonds reçus par l'Afrique du Sud a soutenu le programme d'énergie renouvelable de CTF Eskom. Bien que 43 pays d'Afrique subsaharienne aient reçu des fonds, la moitié environ (49%) des fonds approuvés par la région sont allés aux dix premiers pays bénéficiaires. Cependant, les fonds climatiques atteignent également des États fragiles ou touchés par des conflits tels que le Libéria, le Tchad, le Burundi et la Somalie.

Encadré 1 : le financement climatique en Afrique subsaharienne dans les pays les moins développés

Les pays les moins développés sont entre les pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Un certain nombre des pays les moins développés d'Afrique subsaharienne sont également des États fragiles et touchés par des conflits ce qui rend les dépenses plus complexes et peuvent souvent nécessiter des solutions spécifiques au contexte. Les fonds multilatéraux sur le climat ont eu tendance à concentrer les financements dans les pays les moins développés au sein de la région d'Afrique subsaharienne. Depuis 2003, 29 des pays les moins développés ont été soutenus avec presque 2,8 milliards US\$, ce qui représente 60% du financement global approuvé pour la région. La Zambie, le Mozambique, le Niger, la Tanzanie, l'Éthiopie, la République démocratique du Congo et le Mali sont les principaux pays les moins développés devant recevoir chacun plus de 150 millions US\$ pour des projets approuvés.

Le Fonds vert pour le climat a pour objectif de consacrer 50% de financements approuvés sur des projets d'adaptation, dont la moitié devrait aller aux Pays les moins développés, les petits États insulaires en développement et les États africains, ce qui signifie que ce fonds est devenu la source la plus importante de financement climatique aux pays africains les moins développés. En 2019, le Fonds vert a représenté 21% des approbations cumulatives de projets pour les pays les moins développés d'Afrique subsaharienne juste derrière le Fonds des pays les moins développés avec 24% des approbations de projets cumulés.

Graphique 3 : Financements approuvés par domaine (2003-2019)



Type de projets financés

Le graphique 3 et le tableau 2 montrent que le pourcentage le plus élevé (et le nombre de projets) soutient des objectifs d'adaptation, reflétant l'extrême vulnérabilité de nombreux pays subsahariens aux impacts du changement climatique

L'année 2019 a été marquée par des développements positifs dans le financement climatique international en direction de la région d'Afrique subsaharienne. Le Fonds vert pour le climat a encore une fois été la plus grande source de financement international pour le financement de la lutte contre le changement climatique dans la région, avec 424 millions US\$ approuvés pour 12 nouveaux projets d'adaptation du Fonds vert (quatre pour l'adaptation, cinq pour l'atténuation et trois pour les domaines multiples en complément de treize programmes de préparation). Trois grands projets d'énergie renouvelable ont été approuvés par le Fonds vert pour le climat en Afrique subsaharienne en 2019 en Afrique du Sud (100 millions US\$ de prêts concessionnels), au Nigéria (100 millions US\$ de prêts concessionnels) et un programme multi-pays bénéficiant le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Togo (63 millions US\$ de prêts concessionnels et 4 millions US\$ de subventions).

Les fonds d'investissement climatiques ont également connu un important développement de projets cette année. La conservation des forêts en Côte d'Ivoire a bénéficié de l'approbation de nouveaux projets dans le cadre du Programme d'investissement forestier (4,5 millions US\$), tandis que le programme de renforcement des énergies renouvelables a approuvé l'investissement dans les énergies renouvelables et son accès au Lesotho (13 millions US\$).

Huit nouveaux projets de financement ont été approuvés par le Fonds pour l'environnement mondial (12 millions US\$) et huit nouveaux projets par le Fonds des pays les moins développés (65 millions US\$ au total). Le Fonds pour l'adaptation a approuvé 16 nouveaux projets en Afrique subsaharienne en 2019, dont cinq nouveaux projets régionaux et multi-pays pour réduire la vulnérabilité et accroître la résilience, pour un total de 79 millions US\$.

Le financement climatique international améliore ainsi son flux dans la région, même si le défi de la mise en œuvre de projets - avec un décaissement rapide des fonds - demeure.

Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2019)

Thème	Montant approuvé (millions US\$)	Projets approuvés
Adaptation	1955	318
Atténuation	1636	149
REDD+	571	76
Domaines multiples	531	138

Références

Site web de mise à jour des Fonds climat: www.climatefundsupdate.org (données consultées en décembre 2019)
 EACC (2010): L'économie de l'adaptation au changement climatique. Washington DC : Banque mondiale.
 FAO (2016) L'état de l'alimentation et de l'agriculture. Rome: FAO.
 UNEP (2015). Adaptation en Afrique : combler l'écart - Mobilisation des ressources. UNEP, Nairobi, Kenya.

Notes

1. Le financement de cinq pays d'Afrique subsaharienne (Cap Vert, Comores, Guinée-Bissau, Maurice et Seychelles) est comptabilisé dans le CFF 12 dans les petits États insulaires en développement
2. En 2014, la mise à jour des fonds climat a été en mesure de suivre les fonds climatiques bilatéraux, les flux bilatéraux vers l'Afrique subsaharienne s'établissant à 98 millions US\$ de l'Initiative internationale de l'Allemagne pour le climat (IKI), 36 millions US\$ de l'Initiative internationale pour le climat et les forêts (NICFI) et 169 millions US\$ du Fonds international du Royaume-Uni pour le climat.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

© ODI et HBS 2020.
 CC BY-NC 4.0.

Overseas Development Institute
 203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
 Tel:+44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung Washington, DC
 1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington DC 20005 | USA
 Tel:+1 202 462 7512